

Unité inter-Départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
Site de Guéret  
17 Place Bonnyaud  
23 000 Guéret

Guéret, le 20/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TB Industrie SAS**

ZI Cher du Prat  
23 000 Guéret

Références : UiD232026-014  
Code AIOT : 0006000296

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement TB Industrie SAS Industrie implanté ZI Cher du Prat - 23 000 Guéret. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TB Industrie SAS
- ZI Cher du Prat - 23 000 Guéret
- Code AIOT : 0006000296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site dispose d'un arrêté préfectoral du 23 janvier 2009 autorisant l'établissement à exploiter un atelier de traitement de surfaces. L'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2023 actualise la situation administrative du site en tenant compte en particulier de l'arrêt de l'activité de

traitement de surfaces.

Ces arrêtés préfectoraux, le règlement européen REACH, l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2560 ont servi de référentiels pour l'inspection.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, articles 31 et 35	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	État des stocks des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article annexe I. - point 3.5.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.6.3.1.	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.6.5. - 1 <sup>er</sup> alinéa	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en place d'un état des stocks est attendue.

Les FDS sont archivées de manière minutieuse ; une voie d'amélioration permettrait cependant de faciliter la recherche d'un document.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, articles 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Les FDS sont fournies avec les produits, mais l'exploitant a précisé qu'en cas de besoin, le fournisseur était contacté (manque...).  Les fiches de données de sécurité (FDS) sont disponibles de manière dématérialisée (logiciel disponible sur le réseau interne du groupe) et sous format papier (classeurs à l'accueil du site).  Sont ainsi recensées 128 FDS, correspondant aux produits actuellement utilisés ou anciennement utilisés. Pour ces derniers, le logiciel l'indique par une mention particulière.  Outre que ce logiciel permet de connaître la liste des produits par zone du site et de vérifier la compatibilité des produits (cf. point de contrôle N°4), il fournit également, pour chaque produit : <ul style="list-style-type: none"><li>• les principales caractéristiques (santé/incendie/environnement),</li><li>• les pictogrammes en lien avec le règlement CLP (dans un encart dédié bien visible), en notant que, même si le logiciel fournit automatiquement cette information, elle fait l'objet d'une vérification par l'exploitant qui complète la liste des pictogrammes au besoin,</li><li>• une photo du produit associé à la FDS, permettant de visualiser l'emballage,</li><li>• la consommation annuelle.</li></ul> La concordance entre les FDS disponibles sur le logiciel et dans les classeurs a été effectuée par sondage pour trois produits A, B et C (cf. annexe confidentielle). Lors de cette vérification, il a été constaté la présence de la FDS du produit B qui n'est plus utilisé. L'exploitant a expliqué vouloir garder les FDS des produits anciennement utilisés. Si cette démarche est tout à fait recevable, il conviendrait néanmoins d'extraire les FDS non en vigueur et les FDS des produits anciennement utilisés de ces classeurs et de constituer un archivage dédié. Cette voie d'amélioration permettrait une recherche des documents plus rapide notamment en cas de situation accidentelle. <b>Aussi, l'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les mesures prises ou envisagées accompagnées d'un échéancier.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  La prescription a été vérifiée pour les produits A et C (cf. point de contrôle N°1). Ceux-ci sont stockés au même endroit et sur la même rétention (6 bidons de 30 litres pour le produit A et 9 bidons, dont un entamé, de 25 kg pour le produit C).  Pour le produit A, ont été vérifiées les mesures de maîtrise des risques de la FDS suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• empêcher toute pénétration dans les égouts ou cours d'eau (rubrique 6.2.),</li><li>• interdire l'accès aux personnes non autorisées (rubrique 7.1.),</li><li>• conserver le récipient bien fermé, dans un endroit sec et bien ventilé (rubrique 7.2.).</li></ul> En parallèle de chaque point ci-dessus, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>• la présence d'une rétention sous les récipients et d'un conteneur sur roues facilement identifiable (rouge) à proximité de la zone de stockage contenant un « kit absorbant antipollution », avec une fiche technique recensant les différents éléments du kit et fournissant des conseils d'utilisation,</li><li>• à l'entrée de la zone de stockage empruntée lors de la visite, un affichage nomme les personnes autorisées à accéder à la zone,</li><li>• les récipients étaient bien fermés et la zone de stockage, située dans le bâtiment principal, n'était ni confinée ni humide.</li></ul> Pour le produit C, ont été vérifiées les mesures de maîtrise des risques de la FDS suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• empêcher toute pénétration dans les égouts ou cours d'eau (rubrique 6.2.),</li><li>• interdire l'accès aux personnes non autorisées (rubrique 7.1.),</li><li>• les emballages entamés doivent être refermés soigneusement et conservés en position verticale (rubrique 7.1.),</li><li>• conserver le récipient bien fermé, dans un endroit sec et bien ventilé (rubrique 7.2.).</li></ul> En parallèle de chaque point ci-dessus, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>• la présence d'une rétention sous les récipients et d'un conteneur sur roues facilement identifiable (rouge) à proximité de la zone de stockage contenant un « kit absorbant antipollution », avec une fiche technique recensant les différents éléments du kit et fournissant des conseils d'utilisation,</li><li>• à l'entrée de la zone de stockage empruntée lors de la visite, un affichage nomme les personnes autorisées à accéder à la zone,</li><li>• le récipient entamé était correctement refermé et en position verticale sur la rétention,</li><li>• les récipients étaient bien fermés et la zone de stockage, située dans le bâtiment principal, n'était ni confinée ni humide.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.6.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  La prescription a été vérifiée pour le stockage des produits A et C (cf. point de contrôle N°1). Ceux-ci sont stockés sur la même rétention, d'une capacité de 1000 litres selon les propos recueillis auprès de l'exploitant. Au vu de la quantité de produits A et C positionnés sur la rétention le jour de la visite (cf. point de contrôle N°2), la prescription citée supra était respectée pour ce stockage le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2009, article 7.6.5. - 1 <sup>er</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  La prescription a été vérifiée pour les produits A et C (cf. point de contrôle N°1). Le jour de l'inspection, pour ce stockage, seuls les produits A et C étaient associés à la même rétention. Les FDS respectives n'affichent pas d'incompatibilité. Par ailleurs, un tableau d'incompatibilité (tableau croisé par type de pictogrammes) est affiché à l'entrée du local. Comme indiqué sur ce document (mention « <i>peuvent être stockés ensemble sous certaines conditions (voir FDS)</i> »), l'Inspection rappelle que certains produits, même s'ils disposent du même pictogramme de danger, ne peuvent être stockés sur une même rétention (acide fort et base forte par exemple).

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : État des stocks des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article annexe I. - point 3.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus [...]. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors des échanges, l'exploitant a indiqué ne pas disposer de registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux présents sur le site, en précisant toutefois que la mise en place de l'état des stocks fait actuellement l'objet d'une action pour l'ensemble des sites du groupe.</p> <p><b>L'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les mesures prises ou prévues accompagnées d'un échéancier.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois